

ARRETE
autorisant la sonorisation du spectacle en plein air – Place Pierre Minouflet
à ORLEANS le 3 juillet 2015
(dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}
de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1999 relatif aux bruits de voisinage)

Le Préfet de la Région Centre – Val de Loire
Préfet du Loiret

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 571-1 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 1311-1 et 2 et R 1334-30 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1999, notamment ses articles 1 et 2,

Vu la demande présentée par M. le Maire d'ORLEANS le 10 juin 2015,

Considérant que la ville d'ORLEANS s'attache à organiser la manifestation susvisée, limitée dans le temps, à mettre en œuvre toutes les mesures compensatoires décrites dans sa demande afin de respecter les niveaux sonores déclarés pour le public et les riverains,

Considérant que la ville d'ORLEANS doit procéder à des mesures de bruit lors de la manifestation pour vérifier les niveaux sonores de diffusion et de réception,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

ARRETE

Article 1er – M. le Maire d'ORLEANS est autorisé, dans le cadre du spectacle en plein air qui se tiendra le 3 juillet 2015 à sonoriser la Place Pierre Minouflet à ORLEANS :

- le vendredi 3 juillet 2015 : de 14h à 18h (montage, essais sons et répétitions) – de 20h à 24h (exploitation)

Article 2 – Toutes les mesures compensatoires pour limiter la gêne des riverains seront prises :

- le public ne devra pas être exposé à des niveaux sonores plus élevés que 95 dB (A),
- aucune enceinte acoustique ne sera orientée directement vers les habitations proches,
- le niveau sonore induit par la sonorisation en façade d'habitation sera inférieur à 70 dB(A).

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché de façon visible sur les lieux concernés pendant la durée de la manifestation.

Article 4 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 5 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, M. le Maire de ORLEANS et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le 16 juin 2015
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Signé : Hervé JONATHAN